

DGAC DSNA  
Direction de la Technique et de l'Innovation  
Rédacteur : F. DARMAILLACQ

**MARCHÉ PUBLIC**  
ACCORD-CADRE DE SERVICES

# Maintenance électronique et mécanique des radars de Surveillance Air

## Règlement d'appel public à candidatures (RAPC)

Consultation n°MPF-25-21104

Date et heure limites de remise  
des plis

16/10/2025 à 16 heures (heure de Paris)

Procédure de passation

**Procédure avec négociation**  
(Article R2124-4 - Code de la commande publique)

Type de contrat

Accord-cadre mono-attributaire de services mixte sans  
minimum et avec maximum

|             |       |  |               |      |
|-------------|-------|--|---------------|------|
| DSNA / DTI  | Objet | Maintenance électronique et mécanique des radars de Surveillance Air | Version       | V1R0 |
| Pôle Achats |       |  | Du 2025-09-29 |      |

## DIFFUSION INITIALE

| DESTINATAIRE(S) | COPIE(S) POUR INFORMATION |
|-----------------|---------------------------|
|                 |                           |

## VERIFICATION (V) / APPROBATION (A)

| Nom                  | Fonction / Entité              | V / A | Visa |
|----------------------|--------------------------------|-------|------|
| Frédéric DARMAILLACQ | Chargé de suivi                | V     | FD   |
| Marie-Hélène TURA    | Chef Pole Achats - antenne DTI | A     | MHT  |

## MAITRISE DOCUMENTAIRE

|  |  |
|--|--|
| Référence : MPF-25-21104<br>Classement et archivage du document<br>Fichier : |  |
|--|--|

|             |       |  |               |      |
|-------------|-------|--|---------------|------|
| DSNA / DTI  | Objet | Maintenance électronique et mécanique des radars de Surveillance Air | Version       | V1R0 |
| Pôle Achats |       |  | Du 2025-09-29 |      |

### *Historique du document*

| Version du document | Date de rédaction | Raison de l'évolution | Auteur |
|---------------------|-------------------|-----------------------|--------|
| V1R0                | 29-09-2025        | Version finale        | FD     |
|                     |                   |                       |        |
|                     |                   |                       |        |
|                     |                   |                       |        |

## SOMMAIRE

|    |  |                                    |
|----|--|------------------------------------|
| 1. | ACHETEUR ET OBJET DU CONTRAT .....     | 4                                  |
| 2. | CARACTÉRISTIQUES DE LA PROCÉDURE ..... | 4                                  |
| 3. | PRÉSENTATION DES CANDIDATURES .....    | 6                                  |
| 4. | JUGEMENT DES CANDIDATURES .....        | <b>Erreur ! Signet non défini.</b> |
| 5. | RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES .....   | 10                                 |

|             |       |  |               |      |
|-------------|-------|--|---------------|------|
| DSNA / DTI  | Objet | Maintenance électronique et mécanique des radars de Surveillance Air | Version       | V1R0 |
| Pôle Achats |       |  | Du 2025-09-29 |      |

## 1. ACHETEUR ET OBJET DU CONTRAT

### ■ Acheteur :

Entité adjudicatrice :

#### **DGAC DSNA**

Direction de la Technique et de l'Innovation

Représentant : Direction Générale de l'Aviation Civile DSNA

Adresse : 1 Avenue du Dr Maurice Grynfolgel, CS 53584, , 31035, TOULOUSE CEDEX

SIRET : 12006401900074

Profil acheteur : <https://www.marches-publics.gouv.fr/>.

### ■ Objet de la consultation :

Le contrat porte sur les prestations suivantes : **Maintenance électronique et mécanique des radars de Surveillance Air**

*Maintenance électronique et mécanique des radars de Surveillance Air*

| Code CPV   | Libellé CPV                                 |
|------------|---|
| 50324100-3 | Services de maintenance de systèmes         |
| 32352200-7 | Pièces détachées et accessoires pour radars |

### ■ Caractéristiques principales du contrat :

|    |                       |   |
|----|-----------------------|---|
| ☰  | Structure             | 2 lots  |
| 📍  | Lieu d'exécution      | France  |
| ⌚  | Durée ferme           | 4 ans reconductible 2 fois par période de 2 ans   |
| ♻️ | Développement durable | Clause environnementale - Critère environnemental |

### ■ Allotissement et structure de la consultation :

La consultation est décomposée en 2 lots :

| Type | Objet, délai   |
|------|--|
| Lot  | Lot n°1: Maintenance électronique et informatique des radars de Surveillance Air : <i>Maintenance électronique et informatique des radars de Surveillance Air</i> ,<br>(CPV 50324100-3 : Services de maintenance de systèmes - 32352200-7 : Pièces détachées et accessoires pour radars) |
| Lot  | Lot n°2 : Maintenance mécanique des radars de Surveillance Air : <i>Maintenance mécanique des radars de Surveillance Air</i> , (CPV 50324100-3 : Services de maintenance de systèmes - 32352200-7 : Pièces détachées et accessoires pour radars)   |

Les deux lots s'appliquent à des moyens qui fonctionnent en continu 365 jours/an et 24/24h et participent au bon déroulement des opérations de circulations aériennes dans les espaces de la DSNA.

Le périmètre du Lot n°1 : Maintenance électronique et informatique des radars de Surveillance Air, concerne des radars de technologie Thales. Ce lot comprend des prestations en usine de réparation des cartes électroniques impliquant des bancs de test nécessaires aux expertises et aux réparations des cartes composant les différents types de radars. Ce lot comprend aussi la fourniture des pièces de

|             |       |  |               |      |
|-------------|-------|--|---------------|------|
| DSNA / DTI  | Objet | Maintenance électronique et mécanique des radars de Surveillance Air | Version       | V1R0 |
| Pôle Achats |       |  | Du 2025-09-29 |      |

rechange neuves permettant de réaliser des échanges standards sur les équipements opérationnels. De plus, ce lot peut générer des expertises de la part du titulaire ainsi qu'un suivi d'obsolescence des différents composants.

Le périmètre du Lot n°2 : Maintenance mécanique des radars de Surveillance Air, concerne des radars de technologie Thales. Ce lot comprend la constitution d'un stock dédié de pièces de rechanges pour les différents types de mécanismes déployés (grandes couronnes radars, moto-réducteurs, joints tournants) nécessaire à des interventions rapides en cas de panne. Ce lot implique le déploiement d'une équipe d'intervention sur les sites pour procéder à des échanges standards, la réparation des mécanismes en usine et la fourniture des pièces de rechange neuves lorsque la réparation est impossible. De plus, ce lot peut générer des expertises de la part du titulaire ainsi qu'un suivi d'obsolescence des différents composants.

## 2. CARACTÉRISTIQUES DE LA PROCÉDURE

### ■ Procédure de passation :

Procédure avec négociation (Article R2124-4 - Code de la commande publique).

Cette procédure se décompose en deux phases :

- PHASE 1 : l'appel public à la concurrence, qui a pour objet d'arrêter la liste des candidats admis à présenter une offre.

- PHASE 2 : la consultation avec remise des documents de la consultation aux candidats admis à présenter une offre, qui a pour objet de retenir une offre sans ou à l'issue d'un ou plusieurs tours de négociation.

C'est au début de cette phase que conformément à l'article R.2132-2 du Code de la commande publique, la personne publique transmet le dossier de consultation aux seuls candidats retenus, par voie électronique à l'adresse suivante :

<http://www.marches-publics.gouv.fr/> (accès restreint au moyen d'un code d'accès).

### ■ Forme du contrat

La consultation donne lieu par lot à un accord-cadre mono attributaire à redevance et à bons de commande, en application des articles R2162-2, R2162-4 1° et R2162-13 à R2162-14 du Code de la commande publique, dont les prestations seront susceptibles de varier de la manière suivante :

| Lot   | Montant    | Montant                                    |
|---|------------|--|
|   | Minimum    | Maximum                                    |
| Lot n°1 : Maintenance électronique et informatique des radars de Surveillance Air | Sans objet | 13 600 000€ HT sur 96 mois (durée globale) |
| Lot n°2 : Maintenance mécanique des radars de Surveillance Air                    | Sans objet | 20 400 000€ HT sur 96 mois (durée globale) |

### ■ Dossier de candidature

Le dossier de candidature de l'acheteur contient les documents suivants :

- CCTP Provisoire : Cahier des Clauses Techniques provisoire.
- RAPC : Règlement d'appel public à candidature.

### ■ Modalités de retrait du dossier de consultation :

Le dossier de consultation est disponible de manière électronique sur le profil d'acheteur : <https://www.marches-publics.gouv.fr>.

### ■ Communication et échanges d'informations par voie électronique :

|             |       |  |               |      |
|-------------|-------|--|---------------|------|
| DSNA / DTI  | Objet | Maintenance électronique et mécanique des radars de Surveillance Air | Version       | V1R0 |
| Pôle Achats |       |  | Du 2025-09-29 |      |

Les communications et échanges s'effectueront pendant toute la consultation par voie électronique par le biais du profil acheteur à l'adresse suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr>.

Lors du téléchargement en accès « libre » du RAPC, les candidats ne sont pas tenus de s'authentifier. Mais, afin d'assurer les correspondances électroniques, notamment pour l'envoi d'éventuels compléments, précisions ou rectifications, son authentification au moyen d'une adresse électronique (e-mail) reste fortement recommandée : la DSNA ne sera en aucun cas tenue responsable de l'absence de réception de tels renseignements de sa part s'il ne s'est pas authentifié sur le site.

Les documents de la Consultation (DC) de cette procédure ne seront communiqués qu'aux candidats sélectionnés et admis à négocier lors de la « phase OFFRE ».

### 3. PRÉSENTATION DES CANDIDATURES

#### ■ Modalités de remise des candidatures :

Les candidatures doivent être déposées avant les dates et heures limites indiquées en page de garde, de **manière électronique** sur le profil d'acheteur : <https://www.marches-publics.gouv.fr/>.

L'acheteur impose la transmission des plis par voie électronique à l'adresse suivante : [www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr), avant la date et heure limite indiquées en page de garde.

Les plis transmis par simple courriel sont refusés.

Les candidats doivent satisfaire aux prérequis techniques décrits par le profil d'acheteur. Les conditions d'utilisation de la plateforme telles que les formats de documents acceptés, l'organisation, le nommage et la taille totale des plis acceptés, les fonctions d'horodatage, le contrôle des logiciels malveillants peuvent être consultées sur le profil d'acheteur.

La transmission des plis avant les date et heure limites de la consultation est effectuée sous la seule responsabilité des candidats. Il leur est fortement conseillé de procéder au dépôt suffisamment à l'avance avant l'heure de clôture en particulier si les plis sont volumineux. En cas de dépôts successifs il est recommandé que le dernier dépôt contienne l'ensemble des pièces exigées.

Tous les plis sont horodatés et font l'objet après dépôt d'un accusé de bonne réception délivré par le profil acheteur. Dans le cas de candidatures groupées, le mandataire assure la sécurité et l'authenticité des informations transmises au nom des membres du groupement.

Les candidats sont invités à alerter l'acheteur sur d'éventuelles erreurs matérielles ou contrariétés d'informations contenues dans les documents de la consultation afin de lever toute ambiguïté en adressant un message sur le profil d'acheteur.

Durant toute la procédure, tous les échanges avec l'acheteur se font de manière électronique via le profil d'acheteur. Les candidats sont invités à alerter l'acheteur sur d'éventuelles erreurs matérielles ou contrariétés d'informations contenues dans les documents de la consultation afin de lever toute ambiguïté en adressant un message sur le profil d'acheteur. En cas de problème rencontré sur la plateforme, les candidats sont invités à contacter le support technique mis en place sur le profil d'acheteur.

La notification des échanges électroniques se faisant au moyen de la messagerie électronique, les candidats sont appelés à une vigilance particulière. Le candidat détenant un compte est responsable du paramétrage et de la surveillance de la messagerie (adresse courriel durable, redirection automatique, utilisation d'antispam) et doit s'assurer que les messages envoyés par le profil d'acheteur ne seront pas traités comme des courriels indésirables.

Si plusieurs plis électroniques sont successivement transmis avant la date limite de réception des offres par un même soumissionnaire, seul le dernier sera ouvert, conformément à l'article R2151-6 du code de la commande publique. Cependant, conformément à la jurisprudence en vigueur (CE, 20 décembre 2021, n° 454801), en cas de dépôts successifs d'un même soumissionnaire, l'entité adjudicatrice appréciera les

|             |       |  |               |      |
|-------------|-------|--|---------------|------|
| DSNA / DTI  | Objet | Maintenance électronique et mécanique des radars de Surveillance Air | Version       | V1R0 |
| Pôle Achats |       |  | Du 2025-09-29 |      |

caractéristiques du dernier dépôt transmis, afin de déterminer s'il peut l'analyser comme étant une offre complète. A défaut, il procédera à l'ouverture des dépôts précédents.

■ **Copie de sauvegarde :**

Le candidat peut faire parvenir une copie de sauvegarde dans les délais impartis indiqué en page pour la remise des plis.

L'acheteur refuse une copie de sauvegarde électronique.

Le candidat qui effectue à la fois une transmission électronique et, à titre de copie de sauvegarde, une transmission sur support physique électronique ou papier doit faire parvenir tous ses plis en une seule fois dans les délais impartis pour la remise des plis.

La copie de sauvegarde transmise à l'acheteur sur support papier ou sur support physique électronique doit être placée dans un pli comportant la mention « copie de sauvegarde » de manière claire et lisible, porter le nom de l'opérateur économique candidat et l'identification de la procédure concernée.

La copie de sauvegarde doit être adressée à l'adresse postale de l'acheteur indiquée à l'article 1.

La copie de sauvegarde est ouverte dans les cas suivants :

1° Lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans les plis transmis par voie électronique. La trace de cette malveillance est conservée ;

2° Lorsqu'un pli électronique est reçu de façon incomplète, hors délais ou n'a pu être ouverte, sous réserve que la transmission du pli électronique ait commencée avant la clôture de la remise des plis.

Lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans la copie de sauvegarde, celle-ci est écartée par l'acheteur.

■ **Langue de rédaction des propositions :**

Les propositions doivent être rédigées en langue française. Si les propositions sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français.

■ **Contenu des plis et conditions de participation :**

A l'appui de leur candidature, les candidats doivent fournir les documents suivants à titre individuel ou pour chaque membre du groupement :

| Document   | Descriptif  |
|--|---|
| <b>Situation juridique</b>   |   |
| Conformément à l'article R. 2143-3 du Code de la commande publique :   |   |
| <ul style="list-style-type: none"> <li>- une déclaration sur l'honneur pour justifier qu'il n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles L.2141-1 à L. 2141-5 et L. 2141-7 à L. 2141-10 notamment qu'il satisfait aux obligations concernant l'emploi des travailleurs handicapés définis aux articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail ;</li> <li>- les documents et renseignements demandés par l'acheteur aux fins de vérification de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle, de la capacité économique et financière et des capacités techniques et professionnelles du candidat (voir 4-2-2, 4-2-3 et 4-2-4 ci-après).</li> </ul> |   |
| Déclaration du candidat (DC2)  | <i>Déclaration individuelle du candidat ou du membre du groupement (DC2 disponible sur le site du ministère de l'Economie et des Finances)</i>  |
| Lettre de candidature (DC1)  | <i>Lettre de candidature Habilitation du mandataire par ses cotraitants (DC1 disponible sur le site du ministère de l'Economie et des Finances)</i>   |
| <b>Capacité économique et financière</b>   |   |
| Chiffre d'affaires global annuel (HT) des 3 dernières années   | <i>Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les fournitures, services ou travaux objet du marché, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles</i> |
| Descriptif de la société   | <i>Descriptif de la société</i>   |

|             |       |  |               |      |
|-------------|-------|--|---------------|------|
| DSNA / DTI  | Objet | Maintenance électronique et mécanique des radars de Surveillance Air | Version       | V1R0 |
| Pôle Achats |       |  | Du 2025-09-29 |      |

| Document                                     | Descriptif   |
|--|--|
| <b>Capacité technique et professionnelle</b> |  |
| Références                                   | <i>Présentation d'au moins 2 références de prestations effectuées au cours des trois dernières années ou qui paraissent au candidat, par leur ampleur, leur nature ou leur complexité se rapprocher des prestations objet de l'accord-cadre en précisant le montant, la date, le destinataire public ou privé, le nom du correspondant ainsi que ses coordonnées téléphoniques</i> |
| Moyens humains                               | <i>Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années</i>   |
| Moyens techniques                            | <i>Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation de marchés de même nature</i>   |

**Dans son dossier de candidature, le candidat exposera sa prise en compte et mise en pratique des enjeux environnementaux, sociaux, économiques et éthiques dans ses activités. Il pourra utilement fournir une certification sur la gestion de la qualité du type ISO 9001 ou équivalent, une certification management environnemental du type ISO 14001 ou équivalent ou tout autre document.**

**Présentation des documents :** le candidat devra présenter ces documents soit dans des fichiers distincts (exemple : DC1.pdf, DC2.pdf), soit dans un même document (exemple : candidature.pdf) avec un sommaire et les numéros de page détaillant le contenu du document.

Le candidat peut remettre un document unique de marché européen (DUME) rédigé en français en lieu et place des documents et renseignements demandés par l'acheteur aux fins de vérification de l'aptitude à répondre aux marchés publics, à exercer l'activité professionnelle, de la capacité économique et financière et des capacités techniques et professionnelles.

Il est précisé qu'en ce qui concerne les conditions de participation, le candidat n'est pas autorisé à se limiter à indiquer dans le document unique de marché européen qu'il dispose de l'aptitude et des capacités requises. Le candidat fournit les renseignements et documents demandés dans l'avis d'appel public à la concurrence.

En cas de groupement momentané d'entreprises, chaque membre du groupement remet un document unique de marché européen.

En cas de sous-traitance, chaque sous-traitant remet un document unique de marché européen.

Les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements que l'acheteur peut obtenir par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations, administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition que le candidat mentionne dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système et que l'accès soit gratuit.

■ **En cas de sous-traitance :**

Pour chaque sous-traitant présenté le candidat devra joindre :

- Les capacités professionnelles et financières du sous-traitant ;
- Une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics.

Conformément à l'article R. 2193-1 du Code de la commande publique, l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement sont demandés dans les conditions suivantes dans le cas où la demande de sous-traitance intervient au moment du dépôt de l'offre.

Le candidat fournit à l'acheteur une déclaration mentionnant :

- a) La nature des prestations sous-traitées ;
- b) Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant propose ;
- c) Le montant maximum des sommes à verser au sous-traitant ;

|             |       |  |               |      |
|-------------|-------|--|---------------|------|
| DSNA / DTI  | Objet | Maintenance électronique et mécanique des radars de Surveillance Air | Version       | V1R0 |
| Pôle Achats |       |  | Du 2025-09-29 |      |

d) les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix applicables au sous-traitant ;

e) les capacités techniques, professionnelles et financières du sous-traitant sur lesquelles le candidat s'appuie.

f) une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il n'est pas placé dans un cas d'exclusion mentionné aux articles L.2141-1 à L. 2141-5 et L. 2141-7 à L. 2141-11

Pour satisfaire aux obligations susmentionnées, l'entreprise qui envisage dès le dépôt de son offre de sous-traiter une partie de sa prestation complètera utilement la déclaration de sous-traitance (formulaire DC4 téléchargeable à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat-dc1-dc2-dc3-dc4>) et joindra, pour chaque sous-traitant, un formulaire DC2 et un formulaire DC4.

Il est toutefois précisé que l'appréciation des capacités d'un opérateur économique et de son/ses sous-traitants(s) est globale. Ainsi, il n'est pas exigé que chaque opérateur ait la totalité des capacités requises pour exécuter le contrat.

La notification du marché public emporte acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement.

#### ■ Réponse et groupement :

En cas d'attribution du marché à un groupement conjoint, le mandataire du groupement est solidaire, pour l'exécution du marché, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles, en application de l'article R. 2142-24 du Code de la commande publique :

En cas de groupement solidaire, la DSNA demande, par ordre de priorité décroissante :

1/ l'identification à l'acte d'engagement d'un compte bancaire unique, ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire, sur lequel seront réglés l'ensemble des prestations de l'accord-cadre ;

À défaut

2/ la répartition des prix des prestations entre les membres du groupement dans l'annexe financière à l'acte d'engagement, ce qui autorise l'identification d'un compte bancaire par cotraitant ;

À défaut

3/ en cas d'accord-cadre à bon de commande, l'acte d'engagement peut n'indiquer que la répartition technique des prestations. Dans ce cas, le groupement s'engage à fournir pour chaque bon de commande la répartition financière associée à chaque UO commandée. Ceci autorise l'identification d'un compte bancaire par cotraitant.

Conformément à l'article R2142-4 du Code de la commande publique, une même personne ne peut représenter plus d'un candidat pour un même marché à peine d'irrégularité. Tous les groupements constitués des mêmes opérateurs économiques permutant leur responsabilité seront considérés comme un seul et même soumissionnaire.

Aucune forme particulière de groupement n'est imposée après attribution.

#### ■ Limitation du nombre de candidats admis à présenter une offre :

Le nombre de candidats n'est pas limité.

## 4. JUGEMENT DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

#### ■ Critères de sélection :

La sélection des candidatures s'effectue à partir des critères et des pièces ou informations demandées dans l'avis d'appel public à la concurrence et dans le présent document.

|             |       |  |               |      |
|-------------|-------|--|---------------|------|
| DSNA / DTI  | Objet | Maintenance électronique et mécanique des radars de Surveillance Air | Version       | V1R0 |
| Pôle Achats |       |  | Du 2025-09-29 |      |

L'entité adjudicatrice vérifie les conditions de participation des candidats selon les modalités décrites aux articles R. 2144-1 à R. 2144-7 du code de la commande publique.

■ **Critères de jugement des offres pour chacun des lots (Pour information) :**

Les offres sont analysées et classées en fonction des critères suivants :

Valeur technique (50% soit 50 points)

Prix TTC (40% soit 40 points)

Performance en matière de développement durable (10% soit 10 points)

Le contrat sera attribué au soumissionnaire présentant une offre économiquement la plus avantageuse, à la fin des négociations, sur la base des critères de jugement des offres.

La DSNA se réserve le droit d'éliminer des candidats au fur et à mesure des étapes de négociation pendant la " phase OFFRE ".

De plus, la DSNA peut, en application de l'article R.2161-23 du code de la commande publique, attribuer l'accord-cadre sur la base des offres initiales sans négociation.

## 5. RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

Pour obtenir tous renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats font parvenir leur demande au plus tard 10 jours avant la date limite de remise des candidatures leurs questions par voie électronique sur le profil acheteur <https://www.marches-publics.gouv.fr>. La réponse est adressée au plus tard 6 jours avant la date limite de remise des candidatures à tous les candidats ayant téléchargé le dossier de consultation sous réserve d'avoir indiqué un courriel valide.

■ **Voies et délais de recours**

Les recours contentieux ouverts aux candidats sont les suivants :

- Référé précontractuel avant la signature du contrat (articles L.551-1 à 12 du Code de Justice Administrative) ;
- Référé contractuel après la signature du contrat, dans les 31 jours qui suivent la publication de l'avis d'attribution du contrat, ou, à défaut d'un tel avis, dans les six mois qui suivent la date de conclusion de celui-ci (dans les conditions décrites aux articles L.551-13 à 23 du même code) ;
- soit d'un recours en contestation de la validité du contrat, conformément à la décision du Conseil d'Etat du 4 avril 2014 n°358994 "Tarn et Garonne", dans un délai de 2 mois à compter de la publication de l'avis d'attribution ou à défaut de toute autre mesure de publicité concernant la conclusion du contrat.

Les recours peuvent être déposés sur <https://www.telerecours.fr/> ou adressés par courrier à :

Tribunal Administratif de Toulouse  
68 Rue Raymond IV  
Toulouse  
31000

■ **Droits d'auteur :**

Les documents constitutifs du dossier de consultation sont protégés par la loi sur les droits d'auteur (Livre I du code de la propriété intellectuelle).

Toute reproduction ou copie, même partielle, par quelque procédé que ce soit, est interdite sans autorisation préalable de la DSNA. Toute reproduction ou copie, autres que celles nécessaires pour répondre à la consultation, constitue une contrefaçon passible des peines prévues par la loi.

**Utilisation des données à caractère personnel fournies dans le cadre de la présente consultation :**

|             |       |  |               |      |
|-------------|-------|--|---------------|------|
| DSNA / DTI  | Objet | Maintenance électronique et mécanique des radars de Surveillance Air | Version       | V1R0 |
| Pôle Achats |       |  | Du 2025-09-29 |      |

L'acheteur s'engage à garantir la confidentialité des informations communiquées par les opérateurs économiques notamment en matière industrielle et commerciale. Conformément au règlement (UE) 2016/679 relatif à la protection des données à caractère personnel du 27 avril 2016, les opérateurs économiques sont avisés que les données personnelles susceptibles d'être contenues dans les informations collectées dans le cadre de la présente consultation sont exploitées uniquement à des fins de vérification de conformité, d'analyse des candidatures et des offres présentées, de suivi et de traçabilité de la procédure.

**Communication aux tiers** : Les données personnelles susceptibles d'être contenues dans les documents fournis dans le cadre de la présente consultation ne seront jamais communiquées à des tiers non-habilités et hors des objectifs précédemment rappelés.

**Droits d'accès, de rectification, de suppression** : Conformément au règlement (UE) 2016/679, les personnes dont les données à caractère personnel sont collectées disposent d'un droit d'accès, de rectification et d'effacement des informations qui les concernent. Elles peuvent également, pour des motifs légitimes, s'opposer au traitement de ces données. L'exercice de ces droits ne peut être effectué en premier lieu qu'auprès du service acheteur visé au présent règlement de consultation, le cas échéant l'acheteur mandataire du groupement, puis, si nécessaire, auprès du délégué de la protection des données désigné comme tel par l'acheteur :

[sg-dpd-dgac-bf@aviation-civile.gouv.fr](mailto:sg-dpd-dgac-bf@aviation-civile.gouv.fr)  
ou enfin, directement auprès de la CNIL ([www.cnil.fr](http://www.cnil.fr)).

**Durée de conservation des données personnelles** : Les données personnelles sont conservées au même titre et conditions d'archivage que celles prévues aux articles R2184-12 et R2184-13 du Code de la commande publique.